Madagascar : d’une élection à l’autre

Cette semaine, gros plan sur Madagascar, en pleine élection présidentielle. Le Défap y soutient, notamment à travers ses envoyés, des projets qui tournent essentiellement autour de l’éducation. Quels sont les enjeux du scrutin en cours ? Que peuvent en attendre les Malgaches ?



Vue de Tananarive © Franck Lefebvre-Billiez, Défap

D’une présidentielle à l’autre, on retrouve la même pléthore de candidats à Madagascar : au premier tour en 2013, ils étaient 34. Pour cette année 2018, 36. Une diversité qui reste surtout de façade : la campagne est dominée de manière écrasante par quelques favoris, tous d’anciens présidents, tous disposant de moyens financiers colossaux, capables de déplacer des foules et de remplir des stades… sous le regard largement indifférent de la très grande majorité des Malgaches,

qui n’envisagent le scrutin qu’à l’aune des troubles possibles, mais n’en espèrent rien. En 2018 comme en 2013, Madagascar reste l’un des États les plus pauvres du monde : il occupe le quatrième rang du classement des pays qui produisent le moins de richesses par rapport à sa population, avec un PIB par habitant de 424 dollars. Un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d’un retard de croissance et Madagascar reste le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d’enfants non scolarisés. L’écrasante majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté absolue de 2 dollars par jour.

Si la situation de l’île a évolué depuis 2013, c’est un changement qui est beaucoup plus visible au niveau des grands indicateurs économiques que dans le quotidien des Malgaches. Le scrutin de 2013 avait représenté une forme de normalisation après plusieurs années d’une crise politique qui s’était traduite par un retrait des bailleurs de fonds internationaux, plongeant l’économie du pays dans un profond marasme. Depuis le retour à l’ordre constitutionnel, le taux de croissance a rebondi, dépassant les 4% contre une moyenne de 2,7% durant la crise de 2009 à 2013. Mais la Grande Île reste très exposée aux aléas climatiques : en 2017, le secteur agricole, principale source de revenus pour une population qui reste à plus de 80% rurale, a subi les effets des catastrophes naturelles. Conséquence : une pénurie de riz, avec une inflation qui a atteint les 9% en décembre 2017, soit la hausse des prix la plus élevée en sept ans. Si les candidats à la présidentielle promettent monts et merveilles, pour les Malgaches, se nourrir reste trop souvent la première

préoccupation. L'éducation vient loin derrière, et le système éducatif malgache est en outre terriblement inégalitaire ; or sans accès au savoir, pas d'évolution sociale possible. Voilà pourquoi les engagements du Défap à Madagascar tournent essentiellement autour de l'éducation, et notamment de l'enseignement du français, sésame indispensable pour accéder à des études secondaires, voire supérieures.

«Épargnez-nous une nouvelle crise»

Pour aller plus loin :
- *Madagascar : actualités du Défap et fiche pays*
- *L'enjeu du français à Madagascar*
- *Carnets de route à Madagascar*
- *Madagascar après les «vacances de peste»*

L'élection présidentielle actuelle est organisée quelques mois après une crise politique qui a fait deux morts. L'opposition dénonçait la volonté du président de la museler. Un gouvernement d'union nationale a été mis en place en juin et permis d'apaiser la situation politique. Depuis, le président Hery Rajaonarimampianina a démissionné, comme le prévoit la Constitution du pays, afin de se consacrer à sa campagne électorale ; il l'a largement axée sur son bilan, évoquant des constructions de routes et d'écoles, tentant de se démarquer des autres candidats en revendiquant son respect de l'ordre constitutionnel.

Il est vrai que les deux autres favoris, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, semblent poursuivre par meetings interposés leur guérilla qui s'était traduite par la démission forcée de Ravalomanana en 2009, lors d'un coup de force de l'armée après de violentes manifestations de rue inspirées par le maire d'alors de la capitale, Andry Rajoelina. Mais plus que ces arguments de campagne, ce qui semble devoir départager les candidats, c'est l'argent investi en émissions, meetings, affiches… Andry Rajoelina dispose ainsi d'une force de frappe importante avec sa propre chaîne de télévision, la chaîne Viva, qui diffuse 24h sur 24 et emploie plus d'une centaine de salariés. Marc Ravalomanana dispose aussi de moyens télévisés, quoique plus modestes, avec MBS : la chaîne, qui emploie une trentaine de salariés, a repris sa diffusion il y a quelques mois après avoir été fermée lors de la crise de 2009. Loin derrière, un autre grand ancien de la politique malgache, Didier Ratsiraka, tente aussi de se faire entendre. Au cours de ses deux périodes à la tête de l'île (1975-1993 et 1997-2002), il a alterné socialisme à la malgache et libéralisation, avant d'être contraint à céder le pouvoir par Marc Ravalomanana lors d'élections présidentielles dont le second tour n'a jamais eu lieu…



Un pays qui reste à plus de 80% rural : maisons traditionnelles malgaches © Défap

À Madagascar, il n'existe pas de règle d'équité dans la communication politique lors des campagnes électorales. Celui qui a le plus de moyens pour se faire entendre a donc de bonnes chances d'être élu. En témoigne une étude de la fondation allemande Friedrich Ebert, financée par l'Union européenne, qui a ressurgi en pleine campagne : bien que datée de 2016, elle a eu un fort retentissement il y a quelques mois sur les réseaux sociaux. Elle chiffrait le coût de la campagne de Hery Rajaonarimampianina en 2013 à 43 millions de dollars, ce qui faisait de lui le candidat ayant dépensé le plus d'argent par vote obtenu, soit 21,5 dollars par voix. À titre de comparaison, Donald Trump n'avait dépensé «que» 12,6 dollars par voix obtenue

lors de la présidentielle américaine, et François Hollande 1,21 dollar lors de la présidentielle française… Aujourd'hui encore, la disproportion des moyens est telle que dans les parties les plus enclavées de l'île, une bonne partie de la population ignore tout simplement l'existence de la majorité des candidats, croyant que le scrutin se jouera entre deux prétendants.

Le point commun entre les quatre favoris est ainsi qu'ils ont tous constitué de véritables trésors de guerre à l'époque où ils étaient au pouvoir. Derrière, les autres se battent pour exister, entre sous-représentation médiatique et aléas d'un système électoral gangréné par la corruption. Jusqu'à la veille de l'échéance électorale, 27 candidats ont fait le siège de la Haute Cour constitutionnelle (HCC), pour contester la validité des listes électorales et demander un report du vote. Avec tous les risques d'une nouvelle crise, dénoncés à quelques jours du scrutin par Ketakandriana Rafitoson, directrice de Transparency International à Madagascar : «Si l'on veut éviter les malversations, il ne reste plus qu'un moyen : couvrir l'ensemble des bureaux de vote par des observateurs citoyens bénévoles. S'ils n'ont pas informatisé à 100% le système, c'est pour mieux manipuler les choses. C'est un appel qu'on lance : par pitié, épargnez-nous une nouvelle crise.»

Franck Lefebvre-Billiez

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de

Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.